

Energie et climat

La consommation d'énergie des bâtiments va être scrutée

Ordonnance n° 2020-866 du 15 juillet 2020

JO du 16 juillet 2020

A RETENIR Prise sur le fondement de l'article 39 de la loi Energie et climat du 8 novembre 2019, une ordonnance transpose trois directives européennes faisant partie du paquet « une énergie propre pour tous les Européens ». **L'objectif est de participer aux économies d'énergie dans les bâtiments, « afin d'atteindre les objectifs nationaux de réduction de la consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre ».** Les dispositions du texte **« viennent compléter les actions engagées par le ministère de la Transition écologique dans ce domaine »**, précise le compte rendu du Conseil des ministres du 15 juillet 2020. L'ordonnance prévoit, dans son article 1^{er}, **« lorsque cela est techniquement et économiquement réalisable, l'obligation d'installer des systèmes d'automatisation et de contrôle dans les bâtiments tertiaires les plus consommateurs**, ainsi que des dispositifs de régulation de la température par pièce dans tous les bâtiments résidentiels et tertiaires en cas d'installation ou de modification d'un générateur de chaleur » (art. L. III-10-3-1 et L. III-10-6 du Code de la construction et de l'habitation).

L'article 2, lui, vient **renforcer l'information individuelle des abonnés sur leur consommation d'énergie au réseau de chaleur ou de froid**. Le fournisseur d'énergie devra envoyer au moins une fois par an une facture détaillant la consommation d'énergie de l'immeuble aux propriétaires ou aux syndics.

L'article 3 étend par ailleurs aux appareils thermodynamiques (pompes à chaleur) ou aux appareils de chauffage couplés à de la ventilation les **obligations d'inspection et d'entretien** déjà en vigueur pour les chaudières.

Les articles 4 et 5 prévoient que tous les ménages, qu'ils soient locataires ou propriétaires, habitant un logement équipé d'un dispositif de mesure individualisé des consommations reçoivent annuellement, et conjointement à la régularisation de leurs charges d'énergie, une **note d'information détaillée sur leur consommation, comportant notamment une comparaison avec l'année précédente et avec un utilisateur moyen**. « Une information complémentaire plus légère est également prévue à un rythme bisannuel, puis mensuel à partir du 1^{er} janvier 2022 », précise le rapport de l'ordonnance. Ces dispositions s'appliquent depuis le 17 juillet, à l'exception des mesures d'information sur les consommations qui entreront en vigueur le 25 octobre prochain. Trois décrets et six arrêtés d'application de cette ordonnance sont attendus.